



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1989/SR.13
13 février 1989

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Quarante-cinquième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 13ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mercredi 8 février 1989, à 10 heures.

Président : M. BOSSUYT (Belgique)
puis : M. HELLER (Mexique)

SOMMAIRE

- Violations des droits de l'homme en Afrique australe : rapport du Groupe spécial d'experts (suite)
- Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.6108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

SOMMAIRE (suite)

- Application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (suite) :

- a) Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale (suite)
- b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite)

La séance est ouverte à 10 h 20.

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE : RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS (point 6 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1989/8, 49 et 60)

CONSEQUENCES NEFASTES, POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AUX REGIMES RACISTES ET COLONIALISTES D'AFRIQUE AUSTRALE (point 7 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1988/6 et Add.1; E/CN.4/1988/3-E/CN.4/Sub.2/1988/45 (chapitre I, section A, projet de résolution II))

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID (point 16 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1989/31 et Add.1 à 11; E/CN.4/1989/32 et 33; E/CN.4/1989/NGO/2)

- a) ETUDE, MENEES EN COLLABORATION AVEC LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES, DES MOYENS DE FAIRE APPLIQUER LES RESOLUTIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES RELATIVES A L'APARTHEID, AU RACISME ET A LA DISCRIMINATION RACIALE (suite)
- b) MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION POUR LA DEUXIEME DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE (point 17 de l'ordre du jour) (suite)

(E/CN.4/1989/34 et 35; E/1988/8, 9 et Add.1 et 2; E/1988/10; A/43/631, 637, 644; A/C.3/43/CRP.1)

1. M. MONTEMAYOR (Mexique), s'exprimant en qualité de président du Groupe des Trois, déclare que cet organe créé en application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, a tenu sa douzième session à Genève du 23 au 27 janvier (voir le document E/CN.4/1989/33). Le Groupe, qui était composé des représentants de l'Ethiopie, de la République démocratique allemande et du Mexique, a examiné les rapports de dix pays, présentés en application de l'article VII de la Convention : cinquième rapport de la Bulgarie, sixième rapport de Cuba, troisième rapport du Pérou, cinquième rapport du Qatar, cinquième rapport de la République démocratique allemande, deuxième rapport de la Roumanie, troisième rapport du Rwanda, premier rapport de Trinité-et-Tobago, cinquième rapport de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et quatrième rapport de la Yougoslavie. Conformément à la résolution 1988/14 de la Commission, le Groupe des Trois a également considéré les activités des entreprises transnationales en Afrique du Sud et en Namibie, ainsi que les conclusions et recommandations de la réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux de défense des droits de l'homme, organisée à Genève, en octobre 1988, en application de la résolution 42/105 de l'Assemblée générale, pour examiner l'obligation de présenter des rapports qui incombent aux Etats parties aux instruments internationaux de l'ONU de défense des droits de l'homme. Le rapport du Groupe des Trois comporte un résumé des débats du Groupe sur ces thèmes, ainsi que ses conclusions et recommandations.

2. Le Groupe a noté avec satisfaction que la majeure partie des rapports nationaux examinés durant la session étaient conformes, quant au fond et à la forme, aux directives générales en vigueur. Si le Groupe a félicité les Etats parties qui ont présenté régulièrement des rapports, il a en revanche déploré que certains Etats parties à la Convention n'aient présenté aucun rapport, et que d'autres n'aient pas respecté la périodicité fixée par la Commission. Pour améliorer la situation, le Groupe a autorisé son président à envoyer un rappel aux Etats parties qui n'ont pas encore présenté de rapport initial, ou qui ont un retard considérable dans la présentation de leurs rapports périodiques. Il propose en outre à la Commission qu'à titre d'essai on fasse passer de deux à quatre ans la périodicité fixée pour la présentation des rapports, étant entendu qu'à tout moment les Etats concernés pourront fournir des renseignements supplémentaires au Groupe si cela est nécessaire.

3. Si le Groupe a pris note avec satisfaction des nouvelles adhésions à la Convention intervenues en 1988, il regrette toutefois qu'au 31 décembre 1988, 87 Etats seulement aient adhéré à cet instrument, dont l'efficacité dépend d'une adhésion et d'une ratification universelles. Le Groupe engage encore une fois la Commission à insister auprès de tous les Etats qui n'ont pas encore ratifié la Convention ou qui n'y ont pas adhéré pour qu'ils fassent cette démarche.

4. En ce qui concerne les activités des entreprises transnationales en Afrique du Sud et en Namibie, le Groupe recommande à la Commission de demander au Secrétaire général de l'ONU de donner la plus large publicité possible à la liste établie par M. Khalifa, de diffuser plus largement la liste elle-même, notamment, auprès des centres d'information des Nations Unies dans le monde entier, et de faire rapport à la Commission, à sa prochaine session, sur l'application de cette mesure.

5. Pour conclure, M. Montemayor remercie les représentants de l'Ethiopie et de la République démocratique allemande de leur appui et de leur coopération.

6. M. ZURITA (Espagne) déclare que le refus de toute discrimination raciale est affirmé dans la Charte des Nations Unies, consacré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, ratifié dans les deux Pactes et concrétisé en particulier dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Bien que plus de quarante ans se soient écoulés depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et plus de vingt-cinq depuis l'adoption de la Convention, le phénomène de la discrimination raciale persiste, malgré encore les activités de deux décennies consacrées formellement et spécifiquement à ce problème. Force est donc de continuer à lutter contre les facteurs sociaux, politiques et législatifs qui permettent à ce phénomène de se perpétuer. L'ONU a, évidemment, un rôle important à jouer à cet égard. L'Espagne, qui est partie à tous les instruments internationaux susmentionnés, n'épargnera quant à elle aucun effort. Il est indispensable que tous assument les obligations découlant de ces instruments et collaborent aux mécanismes mis en place pour veiller à leur application. Il est nécessaire aussi de remédier d'urgence aux difficultés financières du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, qui joue un rôle essentiel. Tous les Etats parties à la Convention doivent s'acquitter de l'obligation qui leur est faite, aux termes du paragraphe 6 de l'article 8 de la Convention, de prendre à leur charge les dépenses des membres du Comité.

7. Le régime raciste sud-africain contribue à perpétuer les tensions en Afrique australe et sa persistance diminue l'efficacité des progrès qui s'accomplissent actuellement dans cette région. L'Espagne condamne sans équivoque la politique raciste du régime sud-africain, dont le système d'apartheid continue à violer les libertés et les droits les plus fondamentaux.

8. Les condamnations réitérées de la Commission et d'autres organes de l'ONU ne semblent pas émouvoir le Gouvernement sud-africain, qui continue à bafouer ouvertement l'opinion internationale et la Charte des Nations Unies. Ce gouvernement a parfois pris des mesures qu'il a présentées comme des preuves de sa volonté d'atténuer le système de ségrégation raciale, mais pour la délégation espagnole, le système d'apartheid doit être non pas atténué, mais purement et simplement supprimé.

9. En outre, il ne semble pas y avoir eu de progrès importants au cours de l'année passée. Dans son rapport, le Comité spécial d'experts fait état de violations graves des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui visent à perpétuer la domination politique, sociale et économique d'une minorité raciale sur la majorité de la population. Parmi les pratiques en cause, on peut citer les détentions arbitraires, l'emprisonnement de mineurs, la détention prolongée sans jugement, les mauvais traitements, la torture, les assassinats et les enlèvements suivis de disparition, l'application fréquente de la peine de mort, l'assimilation des délits politiques à des délits de droit commun, l'interdiction des organisations anti-apartheid et, à la base de tout cela, la discrimination systématique et inscrite dans la loi d'une race envers une autre et la volonté de perpétuer dans la vie quotidienne ce système arbitraire et injuste.

10. Malgré ce tableau décourageant, il faut néanmoins signaler certains faits positifs observés depuis un an. D'une part, le Gouvernement sud-africain a commué la peine de mort des "six de Sharpeville" comme le réclamait unanimement l'opinion mondiale, à laquelle l'Espagne avait joint sa voix. D'autre part, les autorités sud-africaines ont fait part de leur intention de libérer Nelson Mandela, et la délégation espagnole espère que cette intention se concrétisera au plus vite.

11. L'Espagne reste convaincue que l'apartheid doit être éliminée immédiatement, mais de façon pacifique, par le dialogue et la négociation. L'isolement total de l'Afrique du Sud n'est pas la façon la plus efficace d'améliorer à court terme les conditions d'existence de la population, mais force est de reconnaître que des pressions constantes et calculées sur les autorités de Pretoria peuvent donner des résultats. Pour sa part, l'Espagne a collaboré dans ce domaine avec les autres Etats membres de la Communauté européenne en appliquant les mesures restrictives décidées au niveau communautaire depuis 1985 et en participant à la mise en oeuvre de programmes en faveur des victimes de l'apartheid en Afrique du Sud et à l'extérieur.

12. Bien qu'il semble nécessaire, selon la délégation espagnole, de poursuivre le débat sur les conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance accordée au régime de Pretoria, cette délégation regrette que l'on se limite presque exclusivement à dresser la liste des entreprises qui entretiendraient des relations commerciales avec l'Afrique du Sud.

13. M. KOHLASE (République démocratique allemande) déclare que le présent débat se déroule à un moment où une solution politique en Afrique du Sud-Ouest semble possible. Grâce à la souplesse et à la volonté de compromis de toutes les parties, en particulier de l'Angola, on est arrivé à un accord sur l'indépendance de la Namibie et le rapatriement des troupes cubaines d'Angola. L'application stricte de cet accord permettra de mettre fin aux violations des droits de l'homme perpétrées par l'Afrique du Sud en Namibie et de promouvoir la paix, la sécurité et le développement en Afrique du Sud-Ouest.

14. On ne peut pas oublier toutefois que l'apartheid se perpétue en Afrique du Sud, au mépris de la Charte des Nations Unies. Des violations systématiques, flagrantes et massives des droits de l'homme s'y produisent chaque jour. On trouve dans le rapport annuel du Comité spécial contre l'apartheid (document A/43/22) quantité d'informations attestant de la politique de répression interne de Pretoria et de ses actes de déstabilisation extérieure, d'agression et de terrorisme d'Etat, y compris des tentatives d'assassinat de représentants de l'ANC dans d'autres pays. Il est indiqué dans ce rapport, à propos d'un document de la Commission internationale de juristes, que les forces de sécurité sud-africaines ont largement recours à la torture et à la violence, y compris contre les enfants. Les forces de sécurité utilisent des moyens excessivement coercitifs pour contrôler les manifestants, et les détenus sont maltraités et torturés durant les interrogatoires. Le régime s'en prend essentiellement à ceux qui résistent à l'apartheid. Selon le même document, le régime sud-africain a renforcé la répression qu'il exerce contre les militants et les organisations de masse qui sont à l'avant-garde de l'opposition pacifique à l'apartheid. Parmi les nombreux exemples qui attestent de ce fait, on peut retenir une décision qui démontre que le régime n'est pas prêt à renoncer à la ségrégation raciale : le 24 février 1988, 17 grandes organisations anti-apartheid et 18 personnalités ont fait l'objet de mesures restrictives sévères; et les activités du Congress of South African Trade Unions (COSATU) ont été limitées sous peine de sanctions légales. Ceci n'équivaut-il pas à criminaliser toute forme de protestation, y compris pacifique, contre l'apartheid et ne donne-t-il pas carte blanche à tous les représentants de l'appareil étatique pour réprimer brutalement ceux qui luttent contre l'apartheid ?

15. Il est clair que la politique d'apartheid est la pire forme de racisme et représente une menace pour la paix et la sécurité internationales. L'apartheid ne peut pas être aménagé, il doit être totalement éliminé. Dans cette optique, l'initiative récente du Gouvernement sud-africain tendant à permettre aux Noirs de partager prétendument le pouvoir dans le cadre d'un "conseil national" n'est qu'une manoeuvre de diversion. Le gouvernement veut diviser les masses opprimées pour régner plus tyranniquement sur elles. On ne peut rien attendre de plus des tentatives faites par le gouvernement Botha pour atténuer le prétendu "mini-apartheid". A quoi sert-il d'abroger la loi dite Immorality Act qui interdisait les relations interraciales, alors qu'un couple mixte ne peut pas trouver de logement en raison du maintien en vigueur de la loi dite Group Areas Act, laquelle impose la ségrégation en matière de résidence ? La création des prétendus homelands et le refus d'accorder à tous le même type de citoyenneté prouvent que l'on n'a nullement l'intention de renoncer à l'apartheid. Les nouvelles mesures restrictives en vigueur depuis 1988 ont privé la population noire de tous ses droits dans son propre pays et compromis gravement son avenir.

16. On attend en vain depuis des années un signe indiquant que le régime de Pretoria est prêt à renoncer à l'apartheid. En essayant d'étouffer l'évolution démocratique dans le pays, ce régime compromet ses propres bases et atténue les chances d'une solution pacifique, laquelle pourrait mener des consultations avec les dirigeants authentiques de la population noire opprimée.

17. L'opinion internationale doit contribuer de façon constructive à un changement radical en Afrique du Sud. A cette fin, il faut tirer parti de toutes les possibilités qui s'offrent dans le cadre du droit international, et notamment de la Charte, pour mettre un terme aux violations des droits de l'homme et éliminer la menace qui pèse sur la paix internationale. L'adoption par le Conseil de sécurité de sanctions globales et obligatoires en vertu du chapitre VII de la Charte reste le moyen le plus efficace et le plus pacifique de parvenir à cette fin. L'opinion mondiale doit continuer à faire pression sur le régime de Pretoria jusqu'à ce que celui-ci ouvre la voie à une solution politique assurant l'élimination rapide de l'apartheid et de toute autre forme de discrimination raciale. En août 1988, l'African National Congress a formulé des orientations pour une nouvelle constitution sud-africaine, avant-projet prévoyant la création d'une Afrique du Sud indépendante, unifiée, démocratique et non raciale, où les droits de l'homme fondamentaux devraient être garantis à tous les citoyens, sans distinction d'origine ethnique, de race, de sexe ou de conviction. Les principes constitutionnels réalistes élaborés par l'ANC offrent une base adéquate pour mettre un terme aux violations flagrantes et massives des droits de l'homme en Afrique du Sud.

18. Il est indéniable que le Gouvernement sud-africain ne pourrait pas durer longtemps s'il n'était aidé par d'autres Etats. Etant donné que tous les grands pays industrialisés dénoncent verbalement l'apartheid, il est particulièrement inquiétant de lire dans le rapport du Comité spécial contre l'apartheid que certains d'entre eux entretiennent encore des liens commerciaux, financiers et militaires importants avec Pretoria. Il faut que les gouvernements des pays dont les sociétés transnationales exercent des activités en Afrique du Sud s'emploient sincèrement à faire pression sur ces entreprises afin de priver les racistes d'un élément indispensable à la poursuite de la politique d'apartheid et des violations massives des droits de l'homme. La délégation de la République démocratique allemande remercie le Rapporteur spécial, M. Khalifa, qui a dressé une liste exacte des sociétés transnationales qui collaborent avec l'Afrique du Sud. Il est tout à fait indispensable que le Rapporteur spécial continue cet important travail.

19. Le régime d'apartheid n'a pas pu briser la résistance à l'apartheid. Dans son rapport, le Comité spécial contre l'apartheid montre comment les forces antiségrégationnistes, en Afrique du Sud proprement dite, ont serré les rangs, et il indique que l'appui international accordé à ces forces s'est intensifié. La République démocratique allemande se félicite que l'Assemblée générale ait décidé, à sa quarante-troisième session, de tenir durant l'année en cours une session extraordinaire sur l'apartheid et sur ses conséquences néfastes en Afrique australe. A cette session devraient être adoptées des décisions concrètes propres à mettre fin à l'apartheid. La République démocratique allemande ne manquera pas de concourir activement à la réalisation de cet objectif dans le cadre de l'ONU et notamment de la Commission des droits de l'homme, par solidarité avec le peuple sud-africain.

20. M. LEPRETTE (France) déclare qu'il paraît plus nécessaire que jamais, au moment où la France s'apprête à célébrer le bicentenaire de la Révolution française et deux mois après la célébration du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de dénoncer les ravages du racisme dans le monde.

21. Il faut se garder de toutes les théories et de toutes les pratiques qui entrouvriraient tant soit peu la porte au racisme. Cette vigilance doit d'abord s'appliquer dans nos propres pays où nul ne peut se considérer comme à l'abri du racisme, car celui-ci ne connaît pas de frontières. Elle doit s'étendre ensuite à la communauté internationale tout entière, à travers l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et l'exécution du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Il faut tenir ces engagements et les traduire en actes.

22. Le racisme apparaît plus choquant alors même qu'il connaît des regains de force dans de nombreuses régions du monde. Les organes d'information et l'éducation contribuent largement à la prise de conscience de ses méfaits, mais on sait aussi à quel point le combat est rude et le danger menaçant.

23. L'Afrique du Sud est le seul pays à avoir érigé en système institutionnel et politique la discrimination raciale. Il s'agit là d'une des atteintes les plus flagrantes et insupportables aux droits et à la dignité de l'homme. Quelques ajustements ont certes été apportés, qui ont atténué les symboles les plus révoltants du système, mais en réalité il n'y a pas d'autre solution que la suppression de ce dernier. L'année écoulée a vu, hélas, une nette aggravation de la situation. Des mesures d'interdiction ont été prises en février 1988 contre plusieurs organisations qui luttent pacifiquement contre l'apartheid, et certains de leurs dirigeants ont été mis sous surveillance ou emprisonnés. A côté de la clémence dont ont bénéficié les "six de Sharpeville", combien de chefs religieux et syndicaux, de responsables d'associations et, pire encore, de jeunes enfants, continuent de connaître l'emprisonnement, les mauvais traitements, la torture ? Dans son rapport (E/CN.4/1989/8), le Groupe spécial d'experts cite de nouveau cette année le cas de plusieurs centaines d'enfants qui figurent sur la liste officielle de détenus fournie par le Gouvernement sud-africain lui-même.

24. La France condamne sans réserve ces pratiques dégradantes, et elle continuera à peser de tout son poids pour que l'apartheid fasse place à une société libre, juste et équitable pour tous, sans exception. Dans l'immédiat, il importe que soient levés l'état d'urgence et l'interdiction qui frappe l'African National Congress, le Pan Africanist Congress of Azania et les autres partis anti-apartheid. Quant à la libération de Nelson Mandela et des autres prisonniers politiques, elle demeure pour la France une exigence prioritaire.

25. Pour cela, une politique de persuasion et de pression sans relâche est préférable à une attitude d'exclusion radicale et de refus de tout contact. L'application enfin acceptée par l'Afrique du Sud de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité sur l'indépendance de la Namibie montre que, grâce aux efforts de la communauté internationale, l'indépendance de ce pays deviendra réalité en 1990. La France, à l'initiative de laquelle le Conseil de sécurité a adopté sa résolution 569 (1985), se prononce pour des mesures progressives,

telles que celles qu'elle a adoptées à l'échelon national ou à l'échelon de la Communauté économique européenne. La France s'interdit tout investissement en Afrique du Sud, ainsi que l'importation de fer, d'acier ou de krugerrands. Elle applique un embargo sur les produits pétroliers. Elle s'attache à faire appliquer le code de conduite mis au point par la Communauté européenne à l'intention des entreprises ayant des contacts et des échanges avec l'Afrique du Sud. Il s'agit là d'une contribution importante des pays de la Communauté pour l'amélioration des conditions de vie des ouvriers noirs : l'objectif est notamment d'accroître le rôle des syndicats indépendants représentant les travailleurs noirs, ainsi que les programmes d'éducation, de formation et de développement des carrières qui leur sont destinés.

26. Il semble à la France que le contact doit être maintenu avec l'Afrique du Sud dans toutes ses composantes et qu'il faut conjuguer la pression diplomatique avec une action aussi diversifiée que possible auprès des différentes communautés bafouées dans leurs droits. Dans cette perspective, l'action de la France, qui s'est traduite en 1988 par un effort financier d'environ 17 millions de francs, s'intensifiera en 1989 dans des secteurs tels que l'assistance humanitaire, l'aide médicale, l'éducation ou la formation professionnelle. La France continuera à concourir aux actions de la Communauté européenne et de l'ONU et accroîtra, dans toute la mesure possible, sa contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et au programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

27. Enfin, le Gouvernement français entend moins que jamais relâcher sa pression pour qu'il soit mis un terme à l'odieuse incarcération des enfants. Outre ses interventions répétées auprès de Pretoria, l'appui qu'il apporte au Comité de soutien aux parents des détenus se poursuivra avec la même détermination.

28. En conclusion, M. Leprette déclare que la France appuie les mesures prévues dans le cadre de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale pour faire appliquer les résolutions de l'ONU concernant l'apartheid. Son pays se réjouit de l'esprit de consensus qui prévaut désormais dans l'examen de ces questions à la Commission, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale. Seule cette approche constructive et réaliste permettra de progresser.

29. M. MBAYE (Sénégal) cite au début de son intervention un auteur arabe, qui a écrit : "Si un peuple un jour veut la vie, le destin ne peut qu'exaucer son vœu". Il souligne l'adhésion du Sénégal à l'idée de l'universalité des droits de l'homme et rappelle en particulier que le combat pour l'autodétermination de la Namibie, parallèle à la lutte contre la pire forme de racisme, est de ce fait un véritable combat pour la vie. La Commission des droits de l'homme est saisie une fois encore de la question de la Namibie à un moment où les vœux d'un peuple sont sur le point d'être exaucés puisqu'au mois d'avril prochain commencera l'exécution de la proposition de règlement exposée dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. C'est là une conséquence immédiate de la conclusion, en décembre 1988, d'un accord entre l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba qui met fin à 13 années de guerre en Afrique australe. Cette évolution est particulièrement encourageante, d'abord parce qu'elle indique que le nouvel état d'esprit qui semble régir depuis quelque temps l'ensemble des relations internationales a gagné le continent

africain, ensuite parce qu'elle couronne les efforts déployés par les pays épris de paix et de justice, que la communauté internationale va s'enrichir d'un nouvel Etat et que l'OUA va se rapprocher de la réalisation d'un de ses objectifs prioritaires, l'élimination de la colonisation, enfin et surtout, parce que le peuple namibien va pouvoir exercer son droit d'autodétermination.

30. A la veille de l'organisation en Namibie d'élections libres sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies, les Etats ont le devoir d'aider l'ONU à assumer pleinement ses responsabilités. Le Sénégal s'y emploie déjà, notamment au Conseil de sécurité, et il poursuivra ses efforts dans ce sens. En effet, il faut consolider les résultats obtenus, qui sont précaires en raison de la complexité de la situation de la Namibie et risquent d'être menacés par l'action de ceux pour qui l'évolution en Namibie signifie la fin de privilèges exorbitants. Il importe donc d'être vigilant pour assurer la légalité des élections futures, même si l'on fait crédit à la puissance occupante, qui, en signant l'accord du 22 décembre 1988, s'est engagée dans la voie du respect de la volonté de la majorité. La délégation sénégalaise est préoccupée par des informations faisant état de diverses manoeuvres, que le représentant de la SWAPO a confirmées devant la Commission et que le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe a également constatées. Outre la persistance des violations massives des droits de l'homme en Namibie, il faut s'inquiéter de l'application de certains textes répressifs ou discriminatoires, qui avaient été édictés pour les besoins de la domination sud-africaine et qui devraient être abrogés. La délégation sénégalaise souscrit à toutes les recommandations du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1989/8) visant à garantir le bon déroulement des élections, notamment celles qui concernent la proclamation d'une amnistie générale et la libération de tous les détenus politiques namubiens qu'ils soient incarcérés en Namibie ou en Afrique du Sud.

31. Il importe, en résumé, de prendre certaines mesures de sauvegarde au sujet des prochaines élections en Namibie. La Commission aura alors à son actif une nouvelle victoire, à la mesure de la foi et de l'ardeur avec lesquelles elle a toujours défendu la cause du peuple namibien. De même, en cas de besoin, la Namibie de demain pourra compter sur la solidarité et la générosité de la communauté internationale qui l'aidera à assurer à son peuple la jouissance effective de tous les droits de l'homme. Ainsi les victimes de la torture, les malades qui n'ont jamais été soignés, les familles désunies, les cultivateurs sans terre, les exploités privés de travail, d'éducation et de formation, enfin tous les oubliés des droits de l'homme, auront besoin d'une assistance. Toujours solidaire du peuple namibien, le Sénégal, membre du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, appuiera toute initiative que le nouvel Etat pourra prendre en vue de faire disparaître à jamais toutes les séquelles de la domination étrangère.

32. M. MARTIUS (République fédérale d'Allemagne) constate que la situation politique, en Afrique du Sud, ne s'est pas plus améliorée en 1988 que les années précédentes. L'escalade de la répression et la promulgation d'une législation d'exception ne sauraient en effet régler aucun problème politique ou social.

33. La protection de la dignité de l'homme est un élément clé de la Constitution de la République fédérale d'Allemagne, dont chaque gouvernement a le devoir de soutenir la cause des droits de l'homme et notamment l'élimination de la discrimination raciale, partout dans le monde. Forme institutionnalisée d'une violation des droits de l'homme, le régime d'apartheid doit être éliminé; joignant sa voix aux pays respectueux des principes de la Charte des Nations Unies, la République fédérale d'Allemagne lance un appel à l'Afrique du Sud pour qu'il soit mis fin à ce régime. Les dirigeants politiques sont tenus de garantir que tous les Sud-Africains participent à la vie politique, sociale et économique de leur pays. Malheureusement, tous les appels sont restés vains, et l'état d'urgence est toujours en vigueur, la liberté de la presse a encore fait l'objet de mesures restrictives, les détenus politiques restent innombrables et les mouvements de lutte contre l'apartheid sont constamment inquiétés. Certes, Eric Molobi et d'autres ont été libérés, mais la police leur impose dans le même temps des mesures restrictives telles que ce geste perd beaucoup de sa valeur humanitaire et politique. Il en va de même pour Nelson Mandela, qui, pour être soumis à des conditions de détention moins rigoureuses, n'en est pas moins toujours incarcéré.

34. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, opposé à l'usage de la force, est favorable à une transformation pacifique, propre à garantir le respect des droits de l'homme. La grâce accordée aux Six de Sharpeville est une mesure encourageante dont devraient bénéficier tous les condamnés à mort.

35. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne resserre ses liens avec les mouvements de lutte contre l'apartheid en Afrique, avec les églises, les syndicats, l'UDF, l'Inkatha et l'ANC. Convaincu qu'une solution pacifique n'est possible qu'avec la participation de tous les groupes sociaux et politiques, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne demande que les deux parties en présence engagent un dialogue, qui n'est toutefois possible que si les dirigeants politiques s'engagent à lever toutes les restrictions actuelles et à libérer tous les détenus politiques.

36. Les partenaires européens de la République fédérale d'Allemagne ont adopté une politique commune à l'égard de l'Afrique du Sud et ne cesseront d'exercer des pressions politiques et économiques tant que des transformations réelles ne seront pas perçues. En outre, ils apportent une aide croissante à la population victime d'un système injuste, et ils continueront d'exhorter le Gouvernement sud-africain au respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques fondamentales.

37. Avec le retrait amorcé des troupes sud-africaines et le retrait prochain des forces cubaines d'Angola, comme suite aux négociations ayant eu lieu en décembre 1988 entre l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba, l'indépendance de la Namibie n'est plus très loin, et l'Angola, durement affecté par l'agression extérieure et la guerre civile, peut désormais espérer pour bientôt une réconciliation nationale. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, qui a fait tout ce qui était en son pouvoir pour faciliter ces négociations, espère que les termes de l'accord seront respectés, pour le plus grand bien de la Namibie et de l'Angola.

38. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, qui a toujours, par des contributions notables, participé à l'effort devant permettre l'accession de la Namibie à l'indépendance, a entrepris les démarches nécessaires pour établir des relations bilatérales avec le futur gouvernement issu d'élections au suffrage universel du nouvel Etat, avec lequel il entend coopérer étroitement dans les domaines politique, économique, culturel et en matière de développement. Pour faciliter l'indépendance économique sans laquelle la Namibie, comme tout autre Etat de la région, ne pourrait jouir pleinement de sa souveraineté politique, il continuera à faire jouer en faveur de ce pays tous les mécanismes de sa politique de développement.

39. Fort de la conviction que la protection de la dignité de l'homme est une condition essentielle à la paix dans toute société, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne appelle de ses vœux l'élimination du régime d'apartheid et de la discrimination raciale et l'instauration d'une coexistence pacifique entre Blancs et Noirs en Afrique du Sud. Il ne pourra y avoir de paix durable dans la région tant que les droits de l'homme et les principes démocratiques ne seront pas respectés.

40. M. TANIGUCHI (Japon) se félicite de l'attribution à Nelson et Winnie Mandela du prix des droits de l'homme, décerné à l'occasion du quarantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle. Ce geste ne manquera pas d'ajouter un nouvel élan aux mouvements de lutte contre la discrimination raciale dans le monde entier et en particulier en Afrique du Sud.

41. L'institutionnalisation de la discrimination raciale que représente l'apartheid est la violation la plus flagrante du principe d'égalité ainsi que d'autres droits fondamentaux consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Nul ne conteste plus que le régime d'apartheid doit disparaître au plus tôt, mais le Gouvernement sud-africain refuse de reconnaître que ce système, déjà inacceptable, est aussi à l'origine de la dégradation de la situation intérieure. Au contraire, il continue d'exercer à l'encontre de la majorité noire une répression brutale, qui fait de nombreuses victimes. L'état d'urgence autorise l'arrestation et la détention arbitraires de citoyens, même d'enfants, la liberté de la presse est de plus en plus limitée et les incursions militaires dans les pays voisins se poursuivent. Le Gouvernement japonais condamne toutes les mesures répressives et les actes d'agression dont l'Afrique du Sud s'est rendue coupable tout au long de l'année 1988 à seule fin d'imposer sa politique raciste, ne comprenant pas qu'il ne peut en résulter qu'une nouvelle dégradation de la situation et un risque de guerre civile déclarée.

42. Le Gouvernement japonais demande une fois encore au régime sud-africain de lever l'état d'urgence, de libérer immédiatement et sans condition Nelson Mandela et tous les autres prisonniers politiques, de lever l'interdiction qui frappe tous les mouvements de lutte contre l'apartheid, y compris l'ANC et le PAC, d'engager un dialogue avec tous les mouvements de libération et de cesser ses incursions militaires sur le territoire des Etats voisins ainsi que ses pressions économiques.

43. Le Japon n'a jamais cessé de prendre part à l'action internationale visant à l'élimination du régime d'apartheid, avec lequel il n'a de relations qu'au niveau consulaire. Soucieux de réduire les contacts entre les deux pays, le gouvernement impose des conditions sévères aux échanges sportifs, culturels et éducatifs, n'accorde pas de visas de tourisme aux ressortissants sud-africains et décourage les Japonais de se rendre en Afrique du Sud. Les liaisons aériennes avec ce pays ont été suspendues et les fonctionnaires d'Etat n'ont pas le droit de prendre les lignes internationales sud-africaines. Les investissements directs par des particuliers, des sociétés ou leurs succursales en Afrique du Sud sont interdits depuis plus de 20 ans. Les crédits commerciaux sont limités et l'importation de rands et d'autres pièces d'or est interdite, de même que l'importation de fer et d'acier, l'exportation d'armes, la coopération dans le domaine nucléaire et la vente d'ordinateurs à des institutions chargées de l'application de l'apartheid. Les appels lancés par le Ministre des affaires étrangères et le Ministre du commerce aux industriels et chefs d'entreprises pour qu'ils réduisent le plus possible leurs relations commerciales avec l'Afrique du Sud ont été entendus, puisque la valeur des échanges commerciaux entre les deux pays a accusé en 1988 une baisse de 14,7 % en yen et de 3,5 % en dollars des Etats-Unis.

44. Le Gouvernement japonais est convaincu que les pressions directes et économiques sont essentielles, et il étudie tous les moyens possibles de les mettre en oeuvre, de concert avec les autres membres de la communauté internationale; il attache en outre une grande importance au dialogue politique et intensifie à cette fin les échanges avec des dirigeants de la région, y compris des dirigeants noirs d'Afrique du Sud. Il prête assistance aux pays voisins de l'Afrique du Sud et a entrepris de développer davantage le commerce avec les autres pays d'Afrique. En prévision de l'instauration d'un régime démocratique, le Japon apporte en outre une aide visant à préparer la population noire à assumer efficacement ses responsabilités dans l'édification de la nation et la reconstruction nationale, et il a toujours versé des contributions importantes aux programmes et fonds mis en place par l'ONU à des fins humanitaires et éducatives ainsi que dans le cadre de l'assistance bilatérale.

45. Soucieux de concourir à la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, le Japon a apporté au cours des trois dernières années des contributions au fonds d'affectation spéciale du programme d'action pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et il ne manquera pas de verser sa contribution en 1989. Pour ce qui est des activités prévues dans le cadre de la Décennie, il attache une importance particulière aux programmes d'enseignement à long terme et aux campagnes d'information.

46. La délégation japonaise engage le Gouvernement sud-africain à déclarer son intention de supprimer le régime d'apartheid et d'entreprendre des pourparlers avec les dirigeants de la communauté noire, et elle demande instamment à tous les intéressés d'unir leurs efforts pour obtenir l'abolition de l'apartheid. Si la communauté internationale a connu au cours du XXème siècle d'indiscibles horreurs, il se dessine actuellement une tendance à la paix, la justice et l'égalité; pour préparer le XXIème siècle, il faut redoubler d'efforts afin de persuader le régime sud-africain de se rendre à l'évidence et de renoncer à ses politiques racistes pour retrouver ainsi sa place dans la communauté des nations.

47. M. TARASYUK (République socialiste soviétique d'Ukraine) souligne que l'élimination de la discrimination raciale est devenue l'une des questions les plus importantes depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. La communauté internationale dispose aujourd'hui d'un ensemble complet d'instruments internationaux pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale et les Etats sont nombreux à avoir promulgué des lois internes à leur encontre. Les deux Décennies de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale n'ont guère été couronnées de succès, malgré l'ampleur des efforts déployés. Ainsi, l'apartheid, qualifié à juste titre de crime contre l'humanité, continue de représenter une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

48. Il faut certes se féliciter des accords conclus en décembre 1988 entre l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba, mais il est incontestable que la paix ne pourra régner en Afrique australe tant que le régime d'apartheid ne sera pas aboli. Les réformes annoncées ne sont que des mots qui cachent la persistance des violations des droits de l'homme commises à l'encontre de 80 % de la population.

49. La délégation de la RSS d'Ukraine a toujours considéré que le moyen le plus efficace de combattre le régime d'apartheid était d'imposer des sanctions conformément au chapitre VII de la Charte et de s'abstenir de coopérer avec l'Afrique du Sud dans tous les domaines. A cet égard, le rapport de M. Khalifa, qui donne la liste des sociétés faisant commerce avec l'Afrique du Sud (E/CN.4/Sub.2/1988/6 et Add.1) est particulièrement important. La RSS d'Ukraine appuie les conclusions du Rapporteur spécial, et approuve la résolution de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1988/3). Elle apportera son soutien à toutes les mesures qui visent au plein rétablissement des droits et des libertés de la population non blanche.

50. Il est regrettable que la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid ne soit toujours pas universellement ratifiée. La délégation de la RSS d'Ukraine partage le souci du Groupe des trois quant à l'inobservation, par de nombreux Etats, de leur obligation de présenter des rapports périodiques, et elle approuve les recommandations du Groupe, en particulier la recommandation selon laquelle le crime d'apartheid relève de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

51. Convaincue qu'il faut isoler l'Afrique du Sud, la RSS d'Ukraine participe activement aux travaux de la Commission contre l'apartheid dans les sports. De nombreux pays ont acquis une grande expérience en matière de lutte contre la discrimination raciale, et il serait utile qu'ils en fassent profiter les autres Etats, ce qui pourrait être réalisé dans le cadre d'un séminaire. Il importe de redoubler d'efforts pour développer la coopération internationale contre la discrimination raciale, et en particulier contre sa forme la plus dangereuse, l'apartheid.

52. M. AZIKIWE (Nigéria) déclare que, paradoxalement, c'est l'année même où a été adoptée la Déclaration universelle des droits de l'homme qu'a commencé l'institutionnalisation systématique de la politique raciste de l'apartheid en Afrique du Sud. Et depuis 40 ans alors, que le reste de la Communauté internationale déploie des efforts inlassables pour mettre en oeuvre

les nobles idéaux consacrés dans la Déclaration, et énoncés également dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, le régime raciste continue à violer de façon flagrante les droits de l'homme et les libertés fondamentales des peuples sud-africain et namibien, qui ont été ainsi réduits à l'état de citoyens de deuxième zone dans leur propre pays.

53. Le régime raciste a recours à des pratiques inhumaines pour garder le pouvoir et afin d'éliminer l'ANC, qui, bien qu'interdit, continue à résister à l'opresseur. Il a même étendu ses activités meurtrières aux Etats de première ligne ainsi qu'à certains pays d'Europe. Le Nigéria condamne énergiquement tous ces actes barbares ainsi que le maintien de l'état d'urgence, en vigueur depuis 1985, qui a conduit à l'emprisonnement de milliers de Noirs, y compris des enfants.

54. Le Gouvernement nigérian a toujours appelé l'attention de la communauté internationale sur la situation explosive qui règne en Afrique du Sud et sur la menace qu'elle représente pour la paix et la sécurité internationales, et il invite instamment le régime de l'apartheid à engager le dialogue avec les dirigeants africains légitimes de l'Afrique du Sud, au lieu de poursuivre sa politique d'imposition de l'apartheid, crime contre l'humanité. Les réformes entreprises ne sont que superficielles. En effet, les violations des droits de l'homme en Afrique du Sud ne cesseront que lorsque l'apartheid sera totalement éliminé.

55. Mais le régime raciste est vulnérable et il est évident qu'il s'effondrera si des sanctions économiques obligatoires sont imposées collectivement à l'Afrique du Sud, comme le démontre encore M. Khalifa, Rapporteur spécial, dans son rapport du 15 juin 1988 (E/CN.4/Sub.2/1988/6). Le Gouvernement nigérian a toujours préconisé l'application de telles sanctions, et il refuse de croire ceux qui prétendent que ces sanctions seraient plus nuisibles aux Africains qu'aux Blancs. En conséquence, il lance un appel à tous ceux qui fournissent une assistance au régime de l'apartheid, afin qu'ils réfléchissent au rôle qu'ils jouent dans le génocide qui a lieu actuellement dans l'enclave raciste.

56. La lutte héroïque du peuple namibien contre la répression et l'oppression auxquelles l'Afrique du Sud le soumet a été récemment couronnée de succès avec la signature d'un accord tripartite. Bien qu'il se réjouisse de la conclusion de cet accord, le Gouvernement nigérian reste inquiet, car l'accession de la Namibie à une indépendance authentique et le rétablissement des droits fondamentaux du peuple namibien dépendent de l'application fidèle de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, en particulier de l'organisation d'élections libres et justes et de la fourniture des installations et des ressources requises en vue de la mise en oeuvre du programme de transition. La délégation nigériane craint que Pretoria n'entrave l'application de l'accord tripartite pour maintenir son emprise sur la Namibie. En effet, les troupes sud-africaines qui se sont retirées de l'Angola n'ont fait que rejoindre celles qui se trouvaient déjà en Namibie. Les unités anti-insurrectionnelles de l'Afrique du Sud, en Namibie, loin d'avoir été démantelées conformément aux exigences de la résolution 435, ont été incorporées aux forces de police sud-africaines en Namibie, qui seront censées maintenir l'ordre pendant la période de transition. Le régime a déjà commencé sa campagne pour l'élection de groupes favorables à Pretoria et il cherche, par des manoeuvres d'intimidation, à empêcher les Namibiens de voter pour

la SWAPO. Enfin, le couvre-feu est toujours en vigueur. Les perspectives d'une transition pacifique vers une indépendance authentique ne sont donc guère encourageantes.

57. C'est pourquoi le Gouvernement nigérian a été consterné par la demande instante du Conseil de sécurité tendant à réduire considérablement les effectifs des troupes des Nations Unies devant être stationnée en Namibie. Cette mesure risque fort de compromettre tout le processus de transition, car seule une forte présence des Nations Unies peut garantir l'indépendance véritable du territoire. En conséquence, la délégation nigériane recommande que la Commission adresse de toute urgence un télégramme au Secrétaire général des Nations Unies pour lui faire part de sa préoccupation à ce sujet. Le Conseil de sécurité devrait également être instantamment invité à reconsidérer sa demande, compte tenu de la nécessité impérieuse de faire cesser les violations odieuses des droits de l'homme en Namibie. La délégation nigériane exhorte également tous ceux qui sont opposés aux sanctions contre l'Afrique du Sud à reconsidérer leur position, car ces sanctions constituent le moyen le plus sûr et le plus pacifique de mettre fin aux violations flagrantes des droits de l'homme en Afrique australe.

58. En conclusion, la délégation nigériane rend hommage aux ONG. C'est grâce à l'action des organisations non gouvernementales, qu'il convient de soutenir que l'Organisation des Nations Unies a progressé dans l'application de l'embargo sur le pétrole et les armes contre l'Afrique du Sud, et que la campagne menée contre les sociétés qui entretiennent des relations économiques et commerciales avec l'Afrique du Sud a été couronnée de succès. La délégation nigériane invite ces organisations à poursuivre leurs efforts jusqu'à ce que l'apartheid soit éliminé.

59. M. STRUYE DE SWIELANDE (Belgique) déclare que le Gouvernement belge condamne totalement et sans réserve la politique de racisme institutionnalisé qu'est l'apartheid. Celui-ci demeure sans aucun doute l'exemple le plus abominable de discrimination raciale. Le Gouvernement belge reste partisan cependant de changements et de solutions pacifiques, ce qui implique le refus du recours à la violence. Tout en n'appuyant pas l'imposition de sanctions globales obligatoires contre l'Afrique du Sud, pour ne pas contribuer à la création d'un marasme économique dont la population noire serait la première victime, la Belgique reste favorable à l'emploi de moyens sélectifs de pression et de persuasion.

60. Depuis la dernière session de la Commission des droits de l'homme, aucun progrès substantiel n'a pu être enregistré dans l'évolution de la lutte pour l'élimination totale de l'apartheid. Toutes les promesses d'un dialogue réel entre tous les groupes de population dans la perspective d'un avenir pacifique et juste sont restées sans lendemain. Cette situation figée est d'autant plus désolante que pour beaucoup d'autres problèmes mondiaux ou régionaux, les forces en présence ont fait preuve d'un sens du dialogue et d'une volonté de recherche de solutions. Il faut espérer que la volonté de régler le problème namibien encouragera également le Gouvernement sud-africain à entreprendre des réformes fondamentales dans son propre pays, où le bilan de l'évolution de la situation est tout, sauf positif. Le nombre des violations des droits de l'homme reste très inquiétant et le Gouvernement belge est en particulier préoccupé par le maintien de l'apartheid dans les lois fondamentales, par les nouvelles restrictions imposées aux organisations s'opposant à l'apartheid,

par les arrestations de religieuses et de syndicalistes, la détention sans inculpation d'hommes, de femmes et même d'enfants, et les mauvais traitements, voire les tortures infligées à certains détenus, par les mesures restrictives imposées aux médias et surtout par l'état d'esprit persistant de discrimination systématique dont fait preuve la majorité de la population blanche. Tout cela, ainsi que l'iniquité de certains jugements, selon que les inculpés sont blancs ou noirs, mérite pleinement la condamnation sans équivoque et inconditionnelle du Gouvernement belge.

61. Passant aux questions qui font l'objet des points 6, 7, 16 et 17 de l'ordre du jour, M. Struye de Swielande précise qu'il lui est impossible de faire connaître le point de vue de son gouvernement sur le point 6 étant donné que le rapport du Groupe spécial d'experts sur les violations des droits de l'homme en Afrique australe n'a été distribué que tardivement.

62. Pour ce qui est du point 7, le Gouvernement belge maintient ses réserves au sujet du rapport de M. Khalifa sur cette question (E/CN.4/Sub.2/1988/6 et Add.1). Il semble en effet que l'on accuse des sociétés de traiter avec l'Afrique du Sud, sans en avoir de preuve formelle, et qu'en outre, on leur reproche en fait des actes qui ne sont pas juridiquement condamnables.

63. En ce qui concerne le point 16, la délégation belge se doit de rappeler qu'elle nourrit de très sérieuses objections d'ordre juridique qui l'empêchent d'adhérer à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, sans que cette position diminue en quoi que ce soit la vigueur de sa condamnation de l'apartheid ni sa volonté de concourir à la suppression de ce système par toutes les voies possibles. Le Gouvernement belge s'insurge une fois de plus contre la formulation de la résolution concernant cette convention, où il est dit que les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud sont complices du crime d'apartheid. Plutôt que de dénoncer sans nuance les activités des sociétés étrangères établies en Afrique du Sud, la Belgique et ses partenaires de la Communauté européenne, fidèles à une politique de promotion de changements fondamentaux par des moyens pacifiques, ont préféré mettre au point et actualiser un code de conduite pour ces sociétés multinationales. Cette politique a d'ailleurs contribué à l'adoption de nombreuses réformes favorables aux Noirs.

64. Enfin, à propos du point 17, la délégation belge indique que le Gouvernement belge se réjouit de la résolution de la Sous-Commission demandant à celui de ses experts qui est chargé de l'étude sur les moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale de présenter son rapport final à la quarante et unième session de la Sous-Commission en 1989. Le Gouvernement belge se félicite également - et remercie à cet égard le Secrétariat - pour les différents rapports présentés dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La délégation belge rappelle à ce sujet la résolution 1988/16 de la Commission, dans laquelle celle-ci a souligné l'importance que revêtait l'existence de procédures de recours pour les victimes du racisme et de la discrimination, et a prié le Secrétaire général de mettre au point la version définitive d'un guide de ces procédures.

65. En conclusion, M. Struye de Swielande souligne que c'est la mise en oeuvre d'action pratiques et quotidiennes, plus que l'adoption d'un nombre souvent trop grand de résolutions, qui doit permettre de faire cesser un ensemble de pratiques ayant pour but le maintien de certaines formes de discrimination.

66. M. PHEKO (Pan Africanist Congress of Azania) remercie au nom du Pan Africanist Congress of Azania (PAC) la Commission des droits de l'homme de ses remarquables efforts pour soulager les souffrances engendrées par les violations des droits de l'homme et pour faire en sorte que ces droits soient réellement et légalement protégés.

67. Le PAC appuie les conclusions et recommandations qui figurent dans le rapport du Groupe spécial d'experts sur les violations des droits de l'homme en Afrique australe. A mesure que la lutte pour la libération de l'Azanie s'intensifie sur tous les fronts y compris celui de la lutte armée, le régime raciste d'Afrique du Sud renforce sa politique de répression. Le maintien de l'état d'urgence, les atteintes à la liberté de la presse, l'emprisonnement de journalistes, l'imposition de restrictions aux dirigeants syndicaux et leur détention, les massacres de civils perpétrés par des soldats armés dans les townships noirs en sont la preuve. Des Sud-Africains réfugiés dans des Etats voisins ont été enlevés ou tués, et même des citoyens de ces Etats, dont des femmes et des enfants, ont été assassinés de sang-froid par des commandos sud-africains. La ségrégation continue à régner dans tous les domaines et la majorité noire africaine n'a toujours pas le droit de vote. En novembre 1988, 23 nouvelles organisations sont venues s'ajouter à celles qui avaient été interdites au début de l'année. Naturellement, le Pan Africanist Congress demeure interdit.

68. La liberté de la presse n'existe pas. Ainsi, le journal The Weekly Mail, qui avait rapporté les propos d'un professeur d'université notant le courage dont ont fait preuve les membres du PAC au cours d'un affrontement avec les forces de sécurité sud-africaines à Lichtenburg, a été accusé de promouvoir l'image du Pan Africanist Congress parmi les Africains et suspendu. Le rédacteur en chef d'un journal catholique, The New Nation a été arrêté, et d'autres journaux ont reçu des avertissements.

69. La torture continue à être largement pratiquée dans les prisons sud-africaines. Plus de 100 détenus sont morts des suites des tortures qu'on leur avait fait subir pour leur extorquer des renseignements ou des "aveux". De nombreuses personnes soupçonnées d'être membres de l'Azanian Peoples Liberation Army, qui est la branche militaire du Pan Africanist Congress, ou d'avoir aidé des membres du PAC ont été arrêtées, torturées et condamnées à de lourdes peines de prison. Dans presque tous les cas, les magistrats qui les ont jugées ont considéré leurs prétendus "aveux" comme des preuves recevables. Mais les juges appartiennent généralement à la communauté minoritaire des colons, et on ne peut espérer aucune justice de la part de ces tribunaux racistes, qui participent à l'odieux système de l'apartheid. L'apartheid n'est pas seulement une illustration du racisme. C'est le résultat d'une situation coloniale qui n'a jamais été réglée par la puissance colonisatrice. Il est aussi un crime contre l'humanité. Pendant la seconde guerre mondiale, des centaines d'Africains d'Azanie se sont battus aux côtés des Alliés.

Ils sont morts pour que l'Europe soit débarrassée du fléau du nazisme et puisse vivre libre. Vorster, Verwoerd et d'autres - prédécesseurs de Botha - s'étaient rangés du côté de Hitler et faisaient tout, en Afrique du Sud, pour saboter l'effort de guerre, et ce sont les apôtres des nazis et leurs comparses qui dirigent aujourd'hui dans l'illégalité et la cruauté un pays africain - l'Azanie.

70. Beaucoup de pays européens pour lesquels les Africains ont versé leur sang au moment où ces pays étaient menacés par le nazisme n'ont pas ratifié la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. De plus, un juriste africain a fait observer que depuis l'entrée en vigueur de cette Convention, le 18 juillet 1973, pas un seul criminel de l'apartheid n'a été puni. Il faut que cet instrument soit universellement ratifié et appliqué, et que la communauté internationale mette au point les moyens qui permettront de punir le régime d'apartheid. Tous doivent pour cela oublier les ressources de l'Azanie, abondamment pillées par certains pays, et les affinités ne doivent pas compter, non plus, devant de tels crimes.

71. En Azanie la lutte armée s'intensifie. Le journal Star de Johannesburg (daté du 11 novembre 1988) a signalé que selon le régime il y a eu en 1988 238 prétendus "actes de terrorisme" et 23 échanges de coups de feu entre guérilleros du PAC et de l'ANC et forces de sécurité racistes. Pour éviter l'escalade de la guerre de libération, M. Pheko prie la Commission de demander instamment que soient appliquées des sanctions complètes et obligatoires (en désignant un comité pour cette tâche), et de faire reconnaître aux combattants du PAC et de l'ANC la qualité de prisonniers de guerre au regard des Conventions de La Haye de 1907, des Conventions de Genève de 1949 et du Premier Protocole de 1977. Les autorités racistes ont annoncé qu'elles allaient installer une barrière électrifiée à la frontière d'un pays voisin pour arrêter l'infiltration de maquisards; mais les combattants azaniens sont entraînés dans le pays même, et cette barrière ne pourrait tuer que des civils innocents.

72. L'observateur du PAC remercie la Commission pour les pressions exercées par la communauté internationale en faveur des "six de Sharpeville", dont le PAC a porté le cas devant le Conseil de sécurité en 1985. Cependant, si les six de Sharpeville n'ont pas été exécutés, 273 autres prisonniers inconnus de la communauté internationale attendent d'être pendus à Pretoria.

73. La Commission a demandé à maintes reprises, dans des résolutions, la libération du Président du PAC, M. Zephania Mothopeng. En novembre 1988, le président Mothopeng a été libéré; il avait été emprisonné en 1960, après que le PAC avait conduit le soulèvement de Sharpeville. Comme il est atteint d'un cancer, le régime craignait qu'il meure en prison. Le 28 novembre 1988, il a fait à Soweto une déclaration mettant en garde la communauté internationale contre les prétendues réformes de l'Afrique du Sud, et il a demandé la légalisation du PAC et de toutes les autres organisations interdites. M. Mothopeng a aussi demandé la libération de Jeff Masemola, du PAC, ainsi que du dirigeant de l'ANC, Nelson Mandela, et de tous les autres prisonniers d'opinion. M. Pheko souhaite que la Commission adopte une résolution demandant la libération de ces deux prisonniers politiques et de tous les autres. Jeff Masemola, héros de la lutte azanienne, a rejeté une offre de libération faite sous la condition qu'il renonce à la violence

révolutionnaire, pourtant exercée contre la violence réactionnaire des colons. M. Pheko signale enfin que les nombreuses réunions où M. Mothopeng devait prendre la parole après sa libération ont été annulées.

74. M. HERNDL (Observateur de l'Autriche) se réjouit tout d'abord que le processus qui conduira la Namibie à l'indépendance doive finalement être engagé le 1er avril 1989. Grâce à l'accord bilatéral et à l'accord trilatéral de décembre 1988, la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité va enfin être appliquée, plus de dix ans après son adoption; cela réjouira les défenseurs des droits de l'homme et du droit d'autodétermination.

75. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, le rapport du Groupe spécial d'experts rédigé conformément aux résolutions 1987/14 et 1988/9 de la Commission (E/CN.4/1989/8) révèle tout un ensemble de violations quotidiennes des droits de l'homme, aussi important que dans le passé. En fait, la réglementation relevant de l'état d'urgence est de plus en plus sévère. Parmi la gamme des mesures répressives que cet état d'urgence permet, M. Herndl cite en particulier l'interdiction des activités de 17 organisations anti-apartheid, dont l'UDF, et des restrictions aux activités de la COSATU. Ces mesures montrent que les autorités sud-africaines continuent à vouloir étouffer tous les mouvements de protestation démocratique. Après avoir ajouté que persistent la censure, les arrestations arbitraires, les tortures, la détention sans procès, les décès mystérieux de détenus et les condamnations à la peine capitale infligées après des procès douteux, l'observateur de l'Autriche conclut à un durcissement du système d'apartheid. A ce propos, il relève la position courageuse des dirigeants religieux sud-africains, maintenant à l'avant-garde du mouvement anti-apartheid; certains font l'objet de restrictions et de mesures d'emprisonnement temporaire qui sont jugées inquiétantes par l'Autriche, de même que l'attentat à la bombe dirigé contre les bureaux de la Conférence des évêques catholiques sud-africains à Pretoria.

76. La Conférence internationale sur la situation tragique des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées en Afrique australe, tenue en août 1988 à Oslo, a attiré l'attention du public sur les souffrances de centaines de milliers de personnes qui ont dû quitter leur foyer en raison de la situation politique dans cette partie du monde.

77. La situation en Afrique du Sud appelle une action concertée de la communauté internationale, en particulier un renforcement des mesures de boycottage et des sanctions économiques internationales. Pour sa part, l'Autriche a adopté des mesures concrètes au niveau national conformément aux résolutions 418 (1977), 558 (1984), 566 (1985) et 569 (1985) du Conseil de sécurité.

78. Malgré la censure du Gouvernement sud-africain, le cinéma, la musique et d'autres médias jouent un rôle décisif dans la mobilisation de l'opinion publique mondiale contre l'apartheid. M. Herndl mentionne à cet égard un film comme "Cry Freedom" ("Le cri de la liberté") et le concert donné à l'occasion du 70ème anniversaire de Nelson Mandela, qui a atteint plus de 100 millions de personnes. A ce propos la délégation autrichienne lance un nouvel appel au Gouvernement sud-africain, qui a réagi aux pressions internationales en faveur de Nelson Mandela, mais pas suffisamment. Il y a quelques mois, le Gouvernement autrichien s'est réjoui de la libération de Zephania Mothopeng et de Harry Gwala; cependant il demande aussi la libération de toutes

les autres personnes emprisonnées, soumises à des restrictions ou exilées pour leur opposition à l'apartheid. Les pressions internationales ont fait commuer la peine des "six de Sharpeville" mais, au même moment, quatre dirigeants de l'UDF étaient condamnés pour trahison; le tribunal qui les a condamnés a suivi un argument nouveau du ministère public selon lequel des déclarations et des manifestations peuvent constituer des actes de trahison.

79. Le Groupe spécial d'experts a recommandé que la Commission joue un rôle de catalyseur de l'action internationale pour mettre fin au système d'apartheid et aider à établir une société libre et non raciale en Afrique du Sud. Evidemment, la Commission ne peut pas aller au-delà de son mandat, mais elle est en quelque sorte la conscience morale de l'humanité; elle a donc l'obligation morale d'accroître ses efforts pour permettre la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Afrique du Sud.

80. M. Heller (Mexique), vice-président, prend la présidence.

81. Mme DATE-BAH (Organisation internationale du Travail) déclare que, dans les activités de l'OIT contre l'apartheid, exposées dans le rapport paru sous la cote E/CN.4/1989/35, l'année 1988 a marqué un tournant important. Ces activités ont comporté une assistance technique aux victimes de l'apartheid, un travail d'information sur la situation dans le domaine du travail et dans le domaine social en Afrique du Sud et en Namibie, ainsi que les discussions des organes compétents du Conseil d'administration de l'OIT et de la Conférence internationale du Travail. A sa soixante-quinzième session, la Conférence internationale du Travail a notamment adopté une déclaration mise à jour contre l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie, appelée "Déclaration concernant l'action contre l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie", a été annexé un nouveau Programme d'action.

82. Ces dernières années, le sort des travailleurs noirs d'Afrique du Sud s'est encore aggravé. Entre juin 1986 et août 1987, plus de 554 syndicalistes ont été arrêtés, et 332 étaient encore détenus au début de 1988. Il y a eu des attaques fréquentes contre des bureaux de syndicats, et la nouvelle loi révisée sur les relations entre employeurs et employés (Labour Relations Amendment Act), promulguée en août 1988, a introduit des restrictions encore plus sévères. Des mesures répressives comparables sont à signaler en Namibie.

83. C'est dans ce contexte que l'OIT a organisé une conférence tripartite sur l'action contre l'apartheid à Harare, en mai 1988, pour étudier sous tous ses aspects l'action contre l'apartheid et contre l'occupation illégale de la Namibie, et traiter notamment des sanctions ainsi que de l'assistance aux pays de première ligne et aux pays voisins. Cette conférence a élaboré le projet de la nouvelle déclaration dont Mme Date-Bah a déjà parlé. Dans cette déclaration sont notamment préconisés : une action accrue des membres tripartites de l'OIT (gouvernements et organisations d'employeurs et de travailleurs), ainsi que de l'OIT elle-même, contre l'apartheid, et une assistance accrue aux travailleurs noirs, aux mouvements de libération nationale reconnus par l'OUA, aux Etats de première ligne et aux autres victimes de l'apartheid.

84. Mme FATIO (Communauté internationale baha'ie) déclare à propos du point 17 b) de l'ordre du jour que, pour éliminer le racisme, il faut édifier, en tant que fondement moral de la société, la conviction inébranlable de l'unité de l'espèce humaine. La Consultation mondiale sur le racisme et la discrimination raciale, tenue en octobre 1988 conformément à la résolution 42/47 de l'Assemblée générale, a confirmé cette idée. Cette consultation historique était destinée à appuyer les objectifs de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

85. Du point de vue des Baha'is, la discrimination raciale est odieuse parce qu'elle viole la dignité de l'être humain; si elle persiste, c'est parce qu'elle est enracinée dans des attitudes dépassées et dans des croyances erronées. Il faut donc changer ces attitudes et ces croyances, notamment en abandonnant toutes les doctrines de supériorité, qui demeurent nombreuses, même s'il est juste de se préoccuper surtout d'une de leurs formes évidents, telles que l'apartheid.

86. La communauté internationale baha'ie remercie l'ONU de faciliter et de coordonner une campagne internationale d'éducation contre le racisme. Elle se réjouit que l'Assemblée générale ait, par sa résolution 42/47, demandé à l'UNESCO d'accélérer l'élaboration de moyens auxiliaires d'éducation à utiliser contre le racisme, surtout pour les niveaux primaire et secondaire de l'enseignement. La Communauté internationale baha'ie souhaiterait également que l'UNESCO mette au point un programme d'éducation modèle, de caractère universel, mettant l'accent sur le principe fondamental de l'unité de l'humanité.

87. D'autre part, il est souhaitable que ceux qui participent à la lutte internationale contre le racisme évitent de politiser leurs activités, aussi bien au niveau normatif qu'au niveau de l'exécution. Aucune nation n'étant entièrement dégagée de tendances racistes, le racisme devrait être abordé comme un problème commun.

88. Le rôle des ONG dans la lutte contre le racisme doit être encore accru, d'autant plus que beaucoup disposent d'une solide expérience, et que certaines comptent de nombreux membres, dans beaucoup de pays et de cultures. Pour sa part, la Communauté internationale baha'ie s'attache à promouvoir l'unité raciale sur un plan à la fois social, spirituel et organique depuis le milieu du XIXème siècle. Elle encourage la participation des minorités à la vie des sociétés, et incite les individus à dépister et à surmonter les comportements archaïques. Grâce à cela, elle a réussi de manière inégalée à créer l'intégration raciale au sein des groupes qui la composent. Elle se prêtera avec plaisir à une étude de son expérience.

La séance est levée à 13 h 5.